

L'ICASO ET L'INA APPUIENT LA DÉCLARATION DE CONSENSUS « U=U »

20 janvier 2017

Tirau, Nouvelle-Zélande; Toronto, Canada

L'[ICASO](#) (Conseil international des ONG de lutte contre le sida) et l'[INA](#) (Māori, Indigenous & South Pacific) HIV/AIDS Foundation appuient vivement la [Déclaration de consensus](#) « Undetectable = Untransmittable » (« U = U ») publiée par la [Prevention Access Campaign](#). Les preuves scientifiques sont claires et sans équivoque : **le traitement efficace réduit à zéro le risque de transmission du VIH.**

La Déclaration de consensus met en relief un consensus scientifique sans précédent, selon lequel le diagnostic précoce et le traitement antirétroviral (TAR) rétablissent non seulement l'espérance de vie des personnes vivant avec le VIH à une valeur normale, mais ont aussi des bienfaits considérables pour la santé publique. Cela a de profondes implications pour la lutte contre l'épidémie, en particulier dans le Sud mondial et dans des régions comme l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, où l'accès au diagnostic du VIH et au TAR est faible. Il ne sera pas possible de réaliser « U = U » là où des outils diagnostiques comme la mesure de la charge virale ne sont pas accessibles, où des pénuries interrompent l'accès aux traitements et où les soutiens communautaires et du système de santé ne sont pas adéquats pour conduire à l'observance thérapeutique. Les nouvelles données mises en relief dans la Déclaration de consensus seront importantes pour susciter des améliorations indispensables à toutes les étapes de la cascade du VIH.

Les plus récentes preuves scientifiques dissipent également des mythes dangereux et erronés à propos du risque de transmission par les personnes vivant avec le VIH. La peur publique du VIH a conduit à la stigmatisation, à la discrimination, à des violations de droits humains et à un recours excessif au droit criminel pour la non-divulgation à des partenaires sexuels. À travers le monde, des personnes vivant avec le VIH ont été déclarées coupables d'actes criminels graves, comme celui d'agression sexuelle grave, même lorsqu'elles n'avaient pas transmis le virus.

Plusieurs populations ne sont pas en mesure de réaliser le plein potentiel du TAR, en raison de la pauvreté, du racisme, de l'homophobie, de la violence contre les femmes et de lois qui criminalisent les travailleuse(-eur)s du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les personnes consommant des drogues. Pour enrayer le sida, il est plus crucial que jamais d'abolir les obstacles juridiques, économiques et sociétaux au diagnostic et au traitement des personnes vivant avec le VIH.

L'ICASO et l'INA exhortent les responsables des politiques à abolir les obstacles juridiques et économiques au diagnostic et au traitement du VIH et à réformer les lois qui criminalisent les personnes vivant avec le VIH.

La Déclaration de consensus sonne l'alarme auprès des gouvernements et autres bailleurs de fonds : accroître l'accès au TAR est essentiel pour mettre fin à l'épidémie du sida et pour atteindre la cible « 90-90-90 » établie par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)¹. Les contributions financières actuelles pour les traitements, par le Fonds mondial, les organisations bilatérales, les fondations et les ministères nationaux de la Santé ne sont pas suffisantes pour atteindre ces objectifs.

¹ D'ici 2020, 90 % de toutes les PVVIH connaîtront leur statut VIH, 90 % de toutes les personnes diagnostiquées du VIH recevront un TAR continu et 90 % de toutes les personnes recevant un TAR auront atteint la suppression virale.

Les faits sont là. Il est temps d'agir. Maintenant!

« Plus élevé sera le pourcentage de personnes recevant un traitement et des soins, et ayant une charge virale indétectable, plus nous serons réellement près de mettre fin à l'épidémie. »

- D^r Anthony Fauci, directeur du National Institute of Allergy and Infectious Diseases, National Institutes of Health (É.-U.)